

Plénière

Titre : Le développement durable par la preuve: argumentaire pour convaincre sur la valeur ajoutée du DD, tiré des leçons d'expérience

Quand et où : Mardi 26 novembre – 11h00-13h00 – Parc Chanot

Raymond Van Ermen, Directeur exécutif, Partenaires Européens pour l'Environnement (EPE), président du comité d'experts du Comité 21.

La Co-Révolution Européenne 2014 des Institutions et des Pouvoirs Latéraux¹ .

1. La principale valeur ajoutée du développement durable c'est d'avoir bâti les fondations de la nouvelle prospérité.

Le temps est venu de passer du discours sur le développement durable à celui sur la nouvelle prospérité et de donner une autre échelle à des 'succès DD' qui sont pour les uns des 'marchés de niche' pour les autres des 'innovations sociétales' dans et hors marché. Le développement durable ne doit pas être perçu comme un 'machin' et un 'repoussoir' mais comme le levier de l'innovation pour *une nouvelle ère de prospérité* définie comme *une bonne vie pour tous dans les limites planétaires*.

Jamais on a autant parlé de 'révolution' dans les domaines politique, scientifique, industriel, en matière de modes de gestion d'entreprise et de finance, de transparence, de rôle joué par les citoyens. Le XXIème siècle sera le temps d'une accélération de la 'transformation' de nos cadres économique, financier, social grâce à l'innovation technologique et sociétale pour faire face aux défis et aux menaces de catastrophes climatiques comme aux aspirations des citoyens à une bonne vie pour tous.

La nouvelle prospérité a ses champions, ils sont à l'oeuvre dans tous les domaines, toutes les institutions, tous les Pouvoirs Latéraux, les Régions, les Villes, les Communes rurales de France et de Navarre. Ils sont des 'agents du changement', ils se sentent parfois isolés parce que le 'pouvoir' est encore entre les mains des tenants de l'ancien monde. Mais ils ont aussi leur 'success stories', leurs 'marchés de niche'. L'innovation doit porter notamment sur la façon de permettre à ces succès de connaître rapidement un effet d'échelle.

Deux exemples en France d'initiatives DD qui génèrent l'innovation et la transformation.

1.1. D'abord celui de la promotion de *l'économie circulaire*. Comme le notait récemment le Député François-Michel Lambert, président de l'Institut pour l'Economie Circulaire, l'intérêt pour l'économie circulaire devenue une priorité française s'explique en France par trois éléments :

- Déficit de la balance du commerce extérieur de 70 milliards € lié largement aux coûts des matières premières et à l'hyper-consommation
- Difficultés croissantes des entreprises d'avoir accès aux matières premières
- Régions Françaises désireuses de jouer un rôle fort.

¹ *La Co-Révolution Européenne 2014*, par Virgilio Dastoli et Raymond Van Ermen.
A télécharger sur www.epe.be

Lors d'une comparaison des stratégies économiques circulaire dans les Etats Membres, à l'occasion d'un atelier à Bruxelles organisé par EPE avec le soutien financier du Ministère Français de l'Ecologie, les participants ont été impressionnés par la dynamique créée en France par le processus : conférence environnement et économie, priorités fixées par le Président de la République, stratégie prospective 2025. Les Français peuvent être fiers de leur approche !

1.2. Ensuite, celle de la mise en oeuvre de la *Troisième Révolution Industrielle*. Au plan Français l'expérience de la Région Nord Pas de Calais sur le thème de la *Troisième Révolution Industrielle*, lancée avec Jeremy Rifkin par tous les acteurs politiques, économiques et sociaux régionaux (qui devrait – selon Philippe Vasseur, la cheville ouvrière du processus – permettre de mobiliser 1 milliard d'euros en 2014 !) devrait être pour tous une source d'inspiration.

La 'collaboration radicale' ou autrement dit la 'co-révolution' suppose l'innovation - autour de plusieurs principes et modes d'action - coordonnée dans un système où chaque organisation, chaque individu est le maillon d'une chaîne. Pour rendre les maillons plus forts - et que la chaîne tienne - il faut renforcer les principes de '*responsabilité*' et d'*accountability*. C'est une évolution du concept et une nouvelle éthique de la '*responsabilité*' et des modes de '*responsabilisation*' qu'il faut s'attacher à mettre en pratique . Il s'agit aussi de changer les critères de '*performance*' et les mécanismes de récompense, dont les bonus.

2. Pour aller plus loin, ce qui doit être développé pour réussir c'est une collaboration radicale - ' la co-révolution' - entre les Institutions Européennes et les 'Pouvoirs Latéraux' que sont tant les acteurs de millions de révolutions silencieuses et les Jeunes que, par exemple, les Syndicats, les Fonds de Pension, Les Villes, les Eglises.

Les Européens peuvent construire une '*prospérité pour tous*' dans les limites planétaires et, pour cela, réorienter la mondialisation, dé-financiariser l'économie, construire un monde plus digne, juste et solidaire s'ils savent mieux '*coordonner*' leurs actions, celles des Pouvoirs de l'UE et des Etats avec celles des Pouvoirs Latéraux en Europe.

Une Union Européenne en crise et que l'on quitte ? L'Europe est toujours à son meilleur quand elle réussit à donner une réponse innovante à un enjeu pour la planète. Elle l'a fait au cours des siècles écoulés, elle a les moyens de le faire à nouveau. Il s'agit d'accélérer les révolutions dans nos modes de pensée et de gestion pour faire face à une triple urgence : une bombe à retardement sociale, une bombe écologique et la crise de la démocratie. Et la réponse doit être de nouveaux modes d'action pour une nouvelle prospérité, une démocratie plus forte et une nouvelle forme de coopération MED-UE par et pour les Jeunes..

L'Europe peut réussir à être plus résiliente, à réorienter la mondialisation si –et seulement si – elle sait mieux coordonner son 'hard power' que constituent les pouvoirs législatifs et moyens d'action de l'UE et des Etats avec le 'soft power' des Pouvoirs Latéraux en particulier quant aux flux d'argent, levier planétaire.

Les échecs de grandes négociations internationales dans les décennies écoulées (commerce, climat etc) invitent les Européens à innover en combinant les moyens de l'UE et des Etats (négociation, taxation, diplomatie) et les moyens de la '*démocratie contributive*' : la force de frappe sur le marché mondialisé de millions de décisions coordonnées d'acheteurs et d'investisseurs partageant une même vision. Cette 'force de frappe' est entre les mains des Pouvoirs Latéraux comme des Etats, tous sont 'acheteur' et 'investisseur'. Mais jusqu'ici beaucoup ont jetté un voile pudique sur leurs pratiques très éloignées des grands principes qu'ils professent. L'UE, les Etats et les Pouvoirs Latéraux sont appelés à mettre leur éthique et leurs actes d'achat et d'investissement en conformité. S'ils y réussissent, ils peuvent changer le monde dans un univers où les technologies de l'information 'révolutionnent' le rapport entre les 'communautés d'acheteurs/investisseurs/bloggers' et le marché mondial et local.

Une 'co-révolution' entre l'Union Européenne et les Pouvoirs Latéraux – comme au niveau Français - suppose des *Pactes de Partenariats*. Au plan Européen ces Pactes de Partenariats se mettent également en place. Nous proposons qu'à la fin 2014, 10 Pactes de Partenariats Européens soient en place. Leurs acteurs se réuniraient ensuite tous ensemble (pourquoi pas à Strasbourg ?) dans des Etats Généraux 2015.

Ces 10 pactes de partenariat associeraient les institutions européennes et les acteurs économiques, sociaux, scientifiques, culturels, religieux concernés. Il s'agit de s'appuyer sur des 'success stories' de la présente Commission en terme de nouvelle méthode de travail et de gouvernance, de les combiner pour avoir dans les 10 domaines non seulement (i) des plans d'action, (ii) un groupe à haut niveau qui manage (incluant plusieurs Commissaires, des Ministres des Etats Membres, des Parlementaires, des PDG, des Syndicalistes et des acteurs de la société civile) mais aussi (iii) un système de convention qui génère responsabilité, 'accountability' et innovation par le dialogue multi-acteurs et produit un effet d'échelle pour accélérer la mise en œuvre à tous les niveaux.

Le plus manifeste de ces Pactes est la Convention des Maires pour le Climat (signé par plus de 4.500 Maires d'Europe) et les 5 '*Partenariats Européens pour l'Innovation*' (European Innovation Pact- EIP' (santé et vieillissement, eau, matière premières, villes et communautés intelligentes, agriculture durable). Avec la participation de l'Institut pour une Economie Circulaire, le Comité 21, OREE, Green Cross et d'autres nous travaillons à une '*Convention de l'Economie Circulaire 2022*' qui serait un mécanisme de gouvernance multi-acteurs pour renforcer l'efficacité de ces partenariats. Il serait porté par les Régions et Villes, les Territoires étant le lieu de l'intégration des stratégies. On voit tout l'intérêt pour les Régions Françaises d'être parmi les initiatrices (la première liste des signataires doit être fixée pour fin Janvier 2014) !

De même nous avons proposé un '*EIP Capital Stewardship*' avec les Banques, Compagnies d'Assurances et Fonds de Pension pour réorienter le capital avec deux Conventions l'une pour les *Banques de Détail*, l'autre pour les *Investisseurs Institutionnels*. Une rencontre s'est tenue à ce sujet au Parlement Européen. Nous avons cependant été très déçu par le désintérêt manifesté par le Commissaire Barnier qui clôturait les travaux. Il faudra en faire un des points pour le programme de la nouvelle Commission. Nous avons rédigé et proposons une *Feuille de route 2014-2015 pour les Parlementaires et les Citoyens*.

A l'occasion du Conseil Européen de Mars 2014 qui portera sur la politique énergétique de l'Union à l'horizon 2030, nous proposons aussi une *Convention Energie et Economie Post-Carbone*. Tout le débat européen sur l'énergie est aujourd'hui monopolisé par les tenants des anciennes sources d'énergie et le gaz de schiste. Ils occultent d'autres 'game changers' que sont les Villes, les Financiers, les Citoyens qui ont d'autres visions et les moyens de les faire valoir. Je pense par exemple aux Financiers préoccupés par les risques liés à la 'bulle carbone', à l'intérêt des villes pour les réseaux intelligents, aux nouveaux moyens des citoyens d'intervenir dans le débat.

Enfin, il faudrait que l'Union Européenne lance en 2014 Un *Pacte Jeunes MED-UE*. La transition vers un monde plus prospère passe par une mise en pratique dans tout l'espace Euro-méditerranéen du 'droit à la dignité' et un renforcement des 'capabilités' des plus démunis, de nouvelles formes de partage du savoir, des ressources naturelles et des moyens financiers.

La 'Co-révolution européenne' peut trouver son envol en 2014 avec le processus de renouvellement des Institutions par les élections de Mai 2014 puis, lors de la présidence Italienne de l'UE, le lancement à Rome, en Novembre, des 10 Pactes de Partenariats premier jalon de la co-révolution européenne.

Si les Institutions européennes et les Pouvoirs Latéraux réussissaient cela c'est une nouvelle ère pour l'Europe qui s'ouvrirait comme croîtrait les chances de succès de grandes négociations internationales comme la conférence sur le climat 2015 à Paris tout simplement parce que les Européens auront su prouver au monde qu'ils sont les meilleurs pour ce qui est de la collaboration radicale entre les institutions politiques et les pouvoirs latéraux, entre les responsables politiques, économiques, financiers, syndicaux, religieux et les citoyens exerçant leurs double droit de vote, sur le terrain politique (celui d'élire et de participer) et sur le terrain du marché (celui d'acheter et d'investir) pour de nouvelles formes de prospérité et une bonne vie pour tous.